Japon Après le nouveau séisme de jeudi, le pessimisme gagne les plus endurcis

Au Japon, les secousses continuent presque tous les jours. Jeudi, un séisme de magnitude 7,1 a été enregistré.

Le nouveau séisme de jeudi a fait des dégâts dans des endroits qui étaient restés intacts le 11 mars. Photo AFP/Jiji Press

Le tremblement de terre de jeudi dernier, de magnitude 7,1 est, selon les spécialistes, la plus forte réplique de celui du 11 mars. Une réplique, cela signifie en fait généralement une petite secousse qui suit dans la semaine le tremblement de terre. Là, c'est quand même un peu différent, car cela dure maintenant depuis un mois, et si ces répliques sont censées devenir de plus en plus faibles, ce n'est pas ce que j'ai ressenti à Tokyo ce soir du 7 avril.

Cela a commencé lentement par l'habituel grondement de la terre, mais j'ai compris bien vite que la secousse serait très forte et à nouveau anormalement longue. Réflexe maintenant bien au point, je me suis retrouvé sous la table, sans même réfléchir ; on ne discute pas avec les éléments dans ce cas-là. Et on attend que ça passe en serrant les dents. Vite, dès la fin, ou ce que je suppose comme tel, je me relève pour voir les dégâts - minimes - et vérifier que le gaz est bien éteint.

La terre continue de trembler, un peu comme si elle cherchait encore, dans les tréfonds de la mer, à 400 km de Tokyo, sa position idoine. Encore quelques oscillations et c'est terminé. Enfin jusqu'à la prochaine fois, car certains spécialistes nous prédisent des secousses encore pendant un bon mois, sinon plus. Mais dans le fond, ils n'en savent pas beaucoup plus que nous. En tout cas, ce sont peut-être des répliques, mais énormes, plus fortes que les tremblements de terre habituels au Japon.

La communication s'est améliorée

Sur la carte je vois que l'hypocentre est au large de la ville de Sendai, au nord du site nucléaire de Fukushima. Les deux centrales de Fukushima n'ont pas été touchées davantage, nous révèlent immédiatement les autorités japonaises, preuve que la communication s'est améliorée depuis le 11 mars, ou qu'on essaye de rassurer tout de suite. Sans doute les deux à la fois. Les techniciens sur place ont toutefois été évacués à toutes fins utiles. Je ne suis pas très rassuré, vu l'état dans laquelle se trouvent les réacteurs de la centrale Fukushima 1.

La centrale d'Onagawa, dans la préfecture de Miyagi, a été atteinte, avec de l'eau qui déborde au niveau de la piscine de stockage de deux réacteurs, même si la radioactivité de cette eau paraît faible. Mais ce que raconte Tepco, on n'y croit plus guère.

Heureusement, pas de tsunami, sinon la catastrophe aurait pris de nouvelles proportions. Mais des coupures d'électricité, des fuites de gaz, des inondations sont signalées dans plusieurs villes le long de la côte.

Après la réplique, certains ont fui dans la nuit en voiture, on ne sait vers où ; d'autres, plus stoïques, restent, mais ne voient plus d'avenir. Le pessimisme gagne les plus endurcis.

Volte-face française : on ne part plus

Les Français commencent à se poser de nouvelles questions. Depuis la visite éclair au Japon de Nicolas Sarkozy, la France conseille aux ressortissants de rester au Japon et à ceux qui ont quitté (sur les conseils de l'ambassade) d'y revenir vite. L'ambassadeur de France avait préparé cette volte-face en expliquant dans une interview au *Nikkei*, le grand quotidien économique, qu'il n'avait jamais incité les Français à quitter le pays.

Ah bon ! Ce n'est pas ce que j'avais lu sur les nombreux messages qui me provenaient alors de l'ambassade de France.

Mais bon, il faut répondre aux critiques des Japonais lors de la fuite des Français, et montrer une image plus digne de notre pays. La presse japonaise s'était étonnée de la débandade et nombre de Japonais se sentaient abandonnés.

Il sera d'ailleurs difficile pour certains présidents de sociétés de revenir diriger leurs employés japonais, et il est à parier que des changements dans la direction de nos entreprises ne tarderont pas.

La cote de Sarkozy remonte

La cote de Sarkozy remonte. Il était mal vu au Japon, car il s'était moqué de la passion de Chirac pour le sumo, cette lutte de mastodontes, sport national japonais par excellence, qu'il avait qualifié de *« sport vraiment pas intellectuel »* ! Après sa brève visite, où il s'est présenté vêtu de noir, ce qui avait été très apprécié, il a envoyé notre ministre de l'Écologie sur le front des réfugiés. Et ça paye ! Dans mon petit restaurant habituel, on m'a dit hier que le président Sarkozy était un homme bien, courageux, tout comme la ministre de l'Écologie, une femme *« incroyable »* ! En plus, l'armée française a tiré l'ambassadeur du Japon en Côte d'Ivoire des griffes des forces de Gbagbo. J'en ai été quitte pour devoir accepter quelques tournées de saké, moi qui ne bois guère d'alcool. Mais moi aussi, je dois faire preuve de diplomatie, d'autant que je les aime bien, tous ces Japonais d'origine populaire, au langage cru, mais avec le cœur sur la main.

Un compteur Geiger pour les Japonais

Je rentre un peu éméché chez moi, et là, en ouvrant mon ordinateur, j'apprends que je suis invité à une conférence par la Chambre de Commerce et d'Industrie française du Japon. La société française Nanosense, firme privée née après Tchernobyl, spécialisée dans la fabrication de compteurs Geiger, est prête, devant la demande croissante de la population japonaise, à mettre sur le marché dans quelques semaines, le RD 1503, donnant des informations aussi bien sur la contamination de la mer que sur celle du poisson par le césium 137, etc. Un centre d'appel sera ouvert, permettant de transmettre les données de votre compteur.

En même temps, j'apprends que les autorités japonaises lèvent les interdictions sur les produits frais en provenance des environs de Fukushima (une dizaine de légumes, dont les épinards, et le lait cru). Les Japonais autour de moi sont plus que sceptiques. Tout cela paraît bien rapide. Peut-être qu'acheter le compteur Geiger français les rassurera.

De notre correspondant à Tokyo, Christian Kessler

Libye L'Otan ne croit pas à une « solution militaire »

Alors que les forces pro-Kadhafi regagnent du terrain dans la région d'Ajdabiya et de Brega, l'interview du secrétaire général de l'Otan pourrait faire du bruit : Anders Fogh Rasmussen estime qu'il n'y a « pas de solution militaire au conflit ».

La télévision libyenne a montré, hier, des images de Mouammar Kadhafi dans une école à Tripoli, affirmant que cette visite avait eu lieu dans la matinée. Photo AFP/Libya TV

Le secrétaire général de l'Alliance atlantique, Anders Fogh Rasmussen, estime qu'il n'y a *« pas de solution militaire »* au conflit en Libye et qu'il faut trouver *« une solution politique »*, dans une interview au magazine allemand *Der Spiegel*.

À la question : *« Peut-on gagner cette guerre sans envoyer des troupes au sol ? »*, M. Rasmussen a répondu : *« La réponse sincère à cette question, c'est qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit. Nous avons besoin d'une solution politique, et c'est l'affaire du peuple libyen d'œuvrer en ce sens. »*

Sur le terrain, les forces pro-Kadhafi ont repoussé hier les rebelles vers Ajdabiya, dans l'est du pays. Alors que les insurgés s'étaient rapprochés dans la matinée à quelques dizaines de kilomètres de Brega, ils ont essuyé des tirs d'obus et de roquettes qui les ont obligés à battre en retraite vers l'est.

Au moins dix fortes explosions ont été entendues dans les environs d'Ajdabiya, tandis que les forces loyalistes bombardaient les insurgés dans leur retraite. Jeudi et vendredi, les tirs d'obus de l'armée régulière avaient déjà provoqué des mouvements de panique parmi les rebelles.

Le ministère britannique de la Défense a indiqué que des Tornado de la Royal Air Force avaient touché sept chars pro-Kadhafi vendredi, deux dans le secteur d'Ajdabiya et cinq dans celui de Misrata (ouest).

Alors que l'Otan et les États-Unis divergent sur les risques d'enlisement, l'Union africaine, l'Union européenne et la Ligue arabe ont annoncé de nouvelles initiatives, à quelques jours d'une réunion du Groupe de contact sur la Libye, mercredi à Doha (Qatar).

La Ligue arabe accueillera le lendemain, au Caire, une conférence en présence notamment du secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, et de la chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton.

Dès ce dimanche, un groupe de dirigeants africains — le président sud-africain Jacob Zuma et ses homologues du Congo, du Mali, de Mauritanie et d'Ouganda — est attendu en Libye. Objectif affiché de ces médiateurs de l'UA : rencontrer Kadhafi puis des responsables de l'insurrection dans leur fief de Benghazi pour tenter d'obtenir un cessez-le-feu.

La rébellion a déjà rejeté toute idée d'un cessez-le-feu impliquant le maintien au pouvoir de Kadhafi ou de ses fils.

Côte d'Ivoire Gbagbo reprend du terrain et attaque le QG de Ouattara

Laurent Gbagbo a retrouvé un instrument de propagande avec la télévision RTI, qui a recommencé à émettre vendredi, alors que le signal avait été coupé lundi soir après des frappes de l'Onuci et de l'armée française. Hier soir, les pro-Gbagbo attaquaient le Golf hôtel, QG d'Alassane Ouattara.

L'Union européenne a levé, vendredi, à la demande d'Alassane Ouattara, les sanctions contre les ports d'Abidjan et de San Pedro, ce qui permet de reprendre les exportations de cacao. Photo AFP/Issouf Sanogo

Les troupes fidèles au président sortant, qui refuse de reconnaître sa défaite, contrôlaient à nouveau, hier, deux quartiers stratégiques d'Abidjan, le Plateau, où se trouve le palais présidentiel, et Cocody, où Laurent Gbagbo est terré dans sa résidence. Hier soir, les pro-Gabgbo ont attaqué le Golf hôtel, QG d'Alassane Ouattara. *« Des snipers ont tiré des rafales de kalachnikov. Les pro-Gbagbo nous attaquent sur tous les fronts, y compris depuis le bord opposé de la Lagune qui longe le Golf hôtel »*, a témoigné un résident du Golf hôtel.

« Avant l'attaque de l'hôtel, un convoi de soldats FRCI (Forces républicaines, pro-Ouattara) est tombé dans une embuscade alors qu'il sortait de l'hôtel en direction d'Abobo (nord d'Abijan) », a précisé un responsable militaire du camp Ouattara. *« Il y a au moins quatre morts et une dizaine de blessés. »*

L'ambassade de France a affirmé pour sa part que la résidence de l'ambassadeur avait été attaquée, vendredi, pour la deuxième fois en moins de 48 heures, par des forces loyales à Laurent Gbagbo, ce que le camp du président sortant a démenti.

Les soldats français ont également été la cible de tirs à Cocody, lors d'une tentative d'évacuation du personnel d'une autre ambassade *« à la demande du gouvernement d'un pays allié »*, dont le nom n'a pas été précisé pour des raisons de sécurité. Les hélicoptères de Licorne ont détruit un blindé des forces pro-Gbagbo. Deux hélicoptères français ont été atteints par des tirs, sans gravité. L'opération a dû être ajournée.

Vendredi, l'Union européenne a levé ses sanctions à l'encontre de deux grands ports de Côte d'Ivoire — Abidjan et San Pedro — ainsi que contre plusieurs entreprises liées au secteur du cacao, afin de soutenir le président Ouattara. D'importants stocks de fèves de cacao, la principale source de devises du pays, premier producteur mondial, attendent depuis des semaines de partir à l'exportation.

Les vols commerciaux, suspendus depuis le 1er avril, ont repris à l'aéroport d'Abidjan hier matin.

Pour la population locale, l'enfer continue. Livrée aux pillards, *« Abidjan est une tragédie humaine »*, selon le représentant du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'Onu.

Dans l'Ouest, les informations collectées par les enquêteurs de l'Onu sur les droits de l'Homme sont *« absolument terrifiantes »*, selon la Haute commissaire aux droits de l'Homme, Navi Pillay.